



Association Responsable du Lycée Professionnel Sainte Elisabeth

137 Route de la Vieille Côte
40 180 Saint-Pandelon

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2024



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

A l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association responsable du Lycée Professionnel Sainte Elisabeth relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association responsable du Lycée Professionnel Sainte Elisabeth à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Le paragraphe « Tableau de suivi des subventions de fonctionnement » page 9 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des subventions perçues. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application

Votre association constitue des provisions pour dépréciation des stocks et des créances selon les modalités décrites dans la note « règles et méthodes comptables paragraphe stocks et créances » page 3 de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Le rapport d'activité ne nous ayant pas été communiqué, comme le prévoit l'article R. 232-I du code de commerce, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document en vue de nous assurer de sa sincérité et sa concordance avec les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que le non-établissement, la non-communication et la non-présentation du rapport d'activité constituent une violation des dispositions des articles L. 232-I, L. 225-I15 et L. 225-100 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Pessac, le 29 novembre 2024

S.A.S. AREVCO

Mme Marion Brapier

*Commissaire aux comptes inscrit sur la liste nationale
des commissaires aux comptes, rattachés à la CRCC de Grande Aquitaine*

ANNEXE

BILAN ACTIF

40556 - LPR SAINT PANDÉLON

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

ACTIF

	Exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024			01/09/2022 au 31/08/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	3 659,46	3 659,46		
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	2 425 804,54	2 279 791,04	146 013,50	179 546,30
Installations techn., matériel et outil. ind.	46 689,11	43 672,47	3 016,64	5 361,39
Autres	497 191,69	479 010,21	18 181,48	23 853,07
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	15 330,00		15 330,00	15 330,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	430,00		430,00	430,00
TOTAL (I)	2 989 104,80	2 806 133,18	182 971,62	224 520,76
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	10 647,14	8 315,76	2 331,38	2 716,02
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	4 593,63	1 456,71	3 136,92	2 643,71
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	13 192,99		13 192,99	7 472,13
Valeurs mobilières de placement	518 657,68	5 398,97	513 258,71	586 511,89
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	37 153,36		37 153,36	44 261,67
Charges constatées d'avance	11 351,13		11 351,13	12 270,16
TOTAL (II)	595 595,93	15 171,44	580 424,49	655 875,58
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 584 700,73	2 821 304,62	763 396,11	880 396,34

BILAN PASSIF

40556 - LPR SAINT PANDOLON

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

PASSIF

Du 01/09/2023
au 31/08/2024

Du 01/09/2022
au 31/08/2023

FONDS PROPRES

Fonds propres sans droit de reprise

Fonds propres statutaires

Fonds propres complémentaires

Fonds propres avec droit de reprise

Fonds propres statutaires

Fonds propres complémentaires

Ecart de réévaluation

Réserves

Réserves statutaires ou contractuelles

Réserves pour projet de l'entité

Autres

Report à nouveau

Excédent ou déficit de l'exercice

Fonds propres consommables

Subventions d'investissement

Provisions réglementées

TOTAL (I)

FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS

Fonds reportés liés aux legs ou donations

Fonds dédiés

TOTAL (II)

PROVISIONS

Provisions pour risques

Provisions pour charges

TOTAL (III)

DETTES

Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes financières diverses

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes des legs ou donations

Dettes fiscales et sociales

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes

Instruments de trésorerie

Produits constatés d'avance

TOTAL (IV)

Ecart de conversion passif

(V)

TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)

23 267,24

652 573,21

-82 301,47

593 538,98

61 293,13

654 832,11

19 164,00

19 164,00

16 984,20

22 816,30

48 304,95

1 294,55

89 400,00

763 396,11

23 267,24

793 146,44

-140 573,23

675 840,45

77 934,37

753 774,82

16 921,00

16 921,00

25 396,51

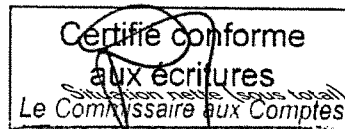
40 017,31

40 729,69

3 557,01

109 700,52

880 396,34



COMPTE DE RÉSULTAT

40556 - LPP SAINT PANDELON

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

	Du 01/09/23 au 31/08/24	Du 01/09/22 au 31/08/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	18 020,27	12 433,60
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	9 440,20	7 848,60
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	153 951,75	112 375,30
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	380 890,48	307 619,69
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 373,47	13 601,26
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2,36	5,67
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	565 678,53	453 884,12
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises et autres achats	24 752,36	25 203,18
Variation de stock	355,68	-577,71
Autres achats et charges externes	306 742,58	271 696,81
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	11 329,32	10 617,12
Salaires et traitements	226 939,74	197 990,48
Charges sociales	62 797,33	55 057,11
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	50 445,12	62 866,42
Dotations aux provisions	3 935,00	2 797,00
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	283,34	1 320,31
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	687 580,47	626 970,72
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-121 901,94	-173 086,60
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	17 092,34	15 526,06
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 159,85	
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	18 252,19	15 526,06
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	504,24	2 588,55
Intérêts et charges assimilées	147,11	220,82
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	651,35	2 809,37
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	17 600,84	12 716,69

COMPTE DE RÉSULTAT

40558 - LPR SAINT PANDELON

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

	Du 01/09/23 au 31/08/24	Du 01/09/22 au 31/08/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-104 301,10	-160 369,91
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 973,20	2 260,54
Sur opérations en capital	20 151,43	24 258,11
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	25 124,63	26 518,65
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		257,97
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		257,97
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	25 124,63	26 260,68
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 125,00	6 464,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	609 055,35	495 928,83
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	691 356,82	636 502,06
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-82 301,47	-140 573,23

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

L'effectif à la rentrée scolaire est de :

- 135 élèves en 2012/2013
- 147 élèves en 2013/2014
- 126 élèves en 2014/2015
- 127 élèves en 2015/2016
- 129 élèves en 2016/2017
- 113 élèves en 2017/2018
- 108 élèves en 2018/2019
- 114 élèves en 2019/2020
- 103 élèves en 2020-2021
- 90 élèves en 2021-2022
- 73 élèves en 2022-2023
- 89 élèves en 2023-2024
- 104 élèves en 2024-2025

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/08/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Amortissements des biens décomposables :

L'entité non concernée, aucune immobilisation décomposable n'a été identifiée.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions	7 à 25 ans
- Agencement et aménagement des constructions	5 à 15 ans
- Installations techniques	5 à 15 ans
- Matériels et outillages industriels	4 à 5 ans
- Matériels et outillages	3 à 7 ans
- Logiciels	1 an
- Matériel informatique	3 ans
- Mobilier de bureau	5 ans

STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré, premier sorti (FIFO).

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente), est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations suite à réévaluation acquisitions	
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	3 659		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui	2 425 805		
		Inst. générales, agencts & aménagts construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels		46 689		
		Inst. générales, agencts & aménagts divers	252 133		4 361
	Autres immos corporelles	Matériel de transport			
		Matériel de bureau & mobilier informatique	231 995		4 506
		Emballages récupérables & divers	4 197		
		Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes				
		TOTAL	2 960 818		8 867
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		15 330		
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		430		
			TOTAL	15 760	
		TOTAL GENERAL	2 980 238		8 867

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des	Réévaluation
			par virt poste	par cessions	immob. fin ex.	légale/Valeur d'origine
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			3 659	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui			2 425 805	
		Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.				46 689	
		Inst. gal. agen. amé. divers			256 493	
	Autres immos corporelles	Matériel de transport				
		Mat. bureau, inform., mobilier			236 501	
		Emb. récupérables & divers			4 197	
		Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes					
		TOTAL			2 969 685	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations				15 330	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières				430	
			TOTAL			15 760
		TOTAL GENERAL			2 989 105	

(//) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	3 659			3 659
TOTAL	3 659			3 659
Terrains				
Constructions	2 246 258	33 533		2 279 791
Inst. techniques matériel et outill. industriels	41 328	2 345		43 672
Autres immob. corporelles	235 897	10 037		245 934
Inst. générales agencem. aménag.				
Matériel de transport	224 378	4 501		228 879
Mat. bureau et informatiq., mob.	4 197			4 197
Emballages récupérables divers				
TOTAL	2 752 058	50 416		2 802 474
TOTAL GENERAL	2 755 717	50 416		2 806 133

CADRE B

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Différentiel de durée	DOTATIONS Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	REPRISES Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Mouv. net des amorts fin de l'exercice
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immob. incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
Immo. corp.							
Inst. gales, ag. am div							
Matériel transport							
Mat. bureau mobilier inf.							
A. Emballages réc. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C

Mouvements de l'exercice
affectant les charges réparties
sur plusieurs exercicesMontant net au
début de l'exercice

Augmentations

Dotations de
l'exercice aux
amortissementsMontant net à la
fin de l'exerciceFrais d'émission d'emprunt à étaler
Primes de remboursement des obligations

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

TABLEAU DES PROVISIONS

	Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	Dont majorations exceptionnelles de 30%				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
	TOTAL				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires	16 921	3 935	1 692	19 164
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	TOTAL	16 921	3 935	1 692	19 164
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours	8 287	29		8 316
	Sur comptes clients	2 262		805	1 457
	Autres provisions pour dépréciation	4 895	504		5 399
	TOTAL	15 444	533	805	15 171
	TOTAL GÉNÉRAL	32 365	4 468	2 497	34 335
	Dont provisions pour pertes à terminaison				
	- d'exploitation		3 964	2 497	
	Dont dotations & reprises		504		
	- financières				
	- exceptionnelles				
	Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée				

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	430		430
	Clients douteux ou litigieux	1 457	1 457	
	Autres créances clients	3 137	3 137	
ACTIF CIRCULANT	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers	3 000	3 000	
	Groupe et associés (2)			
Renvois	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	7 817	7 817	
	Charges constatées d'avance	11 351	11 351	
	TOTAUX	27 192	26 762	430
(1)	Montant	- Créances représentatives de titres prêtés		
	des	- Prêts accordés en cours d'exercice		
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice		
(2)	Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
(3)	Créances reçues par legs ou donations			

COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	11 351
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	11 351

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	3 000
Disponibilités	2 975
TOTAL	5 975

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

COMMENTAIRE SUR LES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

Au 31 août 2024, le LPR de SAINT PANDELON a perçu 2 acomptes sur la subvention 2024 du ministère. Compte tenu de la date de clôture, un trop perçu de 22 994 € a été comptabilisé sous forme de provision.

Le montant de la subvention de fonctionnement pour l'année civile 2024 est fixée à :

- 2239 € par élève externe,
- 2432 € par élève demi-pensionnaire,
- 3832 € par élève interne.

Soit un montant total de 256 276 € pour l'année 2024 (29 internes, 56 demi-pensionnaires et 4 externes).

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes	à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1)	à plus d' 1 an à l'origine	16 984	16 984		
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		22 816	22 816		
Personnel & comptes rattachés		1 811	1 811		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux		16 072	16 072		
Etat &	Impôts sur les bénéfices				
autres	Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv.	Obligations cautionnées				
publiques	Autres impôts, tax & assimilés	30 422	30 422		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés					
Groupe & associés (2)					
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		745	745		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTALUX		88 850	88 850		
Renvois	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exer.	8 400			
	(2) Montant divers emprunts, dett/associés				

ENGAGEMENTS

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 26 431,00 Euros.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation 3,60 %

Départ volontaire à 64 ans

Taux de rotation 1,00 %

Taux d'inflation: 5.90%

ENGAGEMENTS DONNÉS

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Effets escomptés non échus						
Cautionnements, avals et garanties donnés par la société						
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir						
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails						
Contrats de locations financement						
TOTAL (1)						
	Autres	Dirigeants	Provisions			Montant
Engagements en matière de pensions						

TOTAL**ENGAGEMENTS REÇUS**

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Cautionnements, avals et garanties reçus par la société						
Sûretés réelles reçues						
Actions déposées par les administrateurs						
Autres engagements reçus						
TOTAL						

Du 01/09/2023 au 31/08/2024TOTAL

LES EFFECTIFS

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Décret 83-120- Eléments non fournis car susceptibles d'identifier nominativement les organes de direction.

LES EFFECTIFS

	31/08/2024	31/08/2023
Personnel salarié :	6,91	5,97
Ingénieurs et cadres	3,75	3,91
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	3,16	2,06
Ouvriers		
Personnel mis à disposition :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

DÉSIGNATION	CHARGES	PRODUITS
EDUCAGRI PRESCRIPTION		178
LA CAGETTE REGUL PAIEMENTS N-1		278
HUISSIERS ACCORD TRANSACTIONNEL		3 773
MSA REGUL SUR DSN		31
MSA REGUL. SUR COT. TROP VERSEES		636
POUR SOLDE ERASMUS POUR SOLDE		16
POUR SOLDE DYNAMIC CLUB 2022/2023		61
Amortissements Pour le compte 1312000000		20 151
TOTAL		25 125

ANX TRANSFERTS DE CHARGES

Du 01/09/2023 au 31/08/2024

DÉSIGNATION	Exploitation	Financières	Exceptionnelles
ADEFEAP PART.FORM LIRE ANAIS 12/23	219		
VIREMENT FRAIS FORMATION LUBIN 01/24	219		
ADEFEAP PART.FORMA.LIRE LUBIN 03/24	219		
VIREMENT FORMATION LIRE LUBIN 04/2024	219		
TOTAL	876		